Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

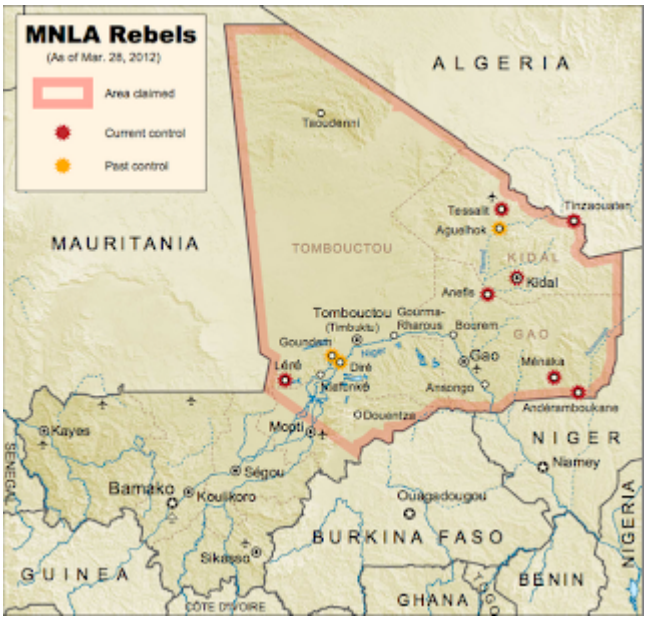
Washington et la déstabilisation politique de l'Afrique. Après le coup d'État, une guerre séparatiste menace le Mali.

Par Nile Bowie
Mondialisation.ca, 04 avril 2012
4 avril 2012

Région : Afrique subsaharienne
Thème: Guerre USA OTAN, Militarisation

KUALA LUMPUR – Alors que la communauté internationale et les membres voisins de la Communauté économique des États d'Afrique occidentale (CEDEAO) condamnent le coup d'État militaire au Mali, mené par des protagonistes inexpérimentés, des milliers de personnes ont pris les rues de la capitale malienne de Bamako en appui à la nouvelle junte. Les citoyens brandissaient des pancartes et des banderoles affichant: « À bas la communauté internationale » et « À bas Sarkozy », en chantant des slogans à la gloire du chef de la junte, le capitaine Amadou Sanogo. [1]

Bien que Sanogo ait visité les États-Unis à plusieurs reprises après avoir été choisi par le Pentagone pour participer à un programme international d'éducation et d'entraînement militaire parrainé par le département d'État étasunien [2], les représentants des États-Unis ont appelé les dirigeants du coup d'État au Mali à démissionner et permettre la tenue d'élections.



Le porte-parole du département d'État étasunien Mark Toner a menacé l'État indigent d'Afrique de l'Ouest d'un embargo diplomatique et financier substantiel si le pouvoir n'est pas retourné au président évincé Amadou Toumani Touré dans les soixante-douze heures.

[4] Alors que la moitié de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour [5], l'imposition de sanctions économiques pour ce pays enclavé et dépendant de l'importation conduira inévitablement à une plus grande instabilité sociale et à des troubles civils. Puisque la probabilité d'un embargo nourrit davantage les conditions guerrières dans un milieu appauvri depuis longtemps, le bloc de la CEDEAO a mis ses troupes en attente près des frontières du Mali et elles sont prêtes à intervenir si la situation se détériore [6]. Au cours de la crise en Côte d'Ivoire en 2010-2011, les forces fidèles à Alassane Ouattara, soutenu par les Français, ont entrepris une vaste campagne d'atrocités contre des civils [7], un autre rappel du danger que posent les invasions militaires précipitées de la communauté internationale dans les régions africaines en crise.

Tandis que les États-Unis et d'autres soulignent l'importance du retour à l'ordre constitutionnel et que les Maliens appuient la junte, la solidité des institutions démocratiques renommées du Mali semble très discutable. La justification principale du coup est la réponse inadéquate du gouvernement civil à une campagne permanente des Touaregs en faveur du séparatisme dans le nord du Mali, bien que le désarroi récent à Bamako ait suscité la progression régulière des milices armées touaregs vers le sud. Sous la bannière du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), les milices armées auraient saisi la région nord-est de Kidal, incitant l'armée malienne, mal équipée, à abandonner ses positions stratégiques au nord. [8] Les Touaregs sont un groupe ethnique minoritaire traditionnellement nomade et rural d'environ 1,5 millions de personnes cherchant à se séparer de la république du Mali et à former une nation indépendante appelée Azawad. Ce groupe vit dispersé sur un territoire traversant les pays du Sahel et du Sahara, largement exploité par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Même si l'on a imputé aux Touaregs la déstabilisation dans le nord du Mali, il est davantage probable qu'AQMI soit à l'origine de l'activité des insurgés dans la région [9]. Le MNLA a déclaré que l'objectif de sa campagne pour l'indépendance est de développer un bastion pour se protéger de la violence d'AQMI, tandis que Bamako a affirmé que le MNLA cherche à fonder un État islamiste strict en partenariat avec l'AQMI [10]. Après la chute de Kadhafi dans le théâtre de guerre libyen de l'OTAN, des combattants touaregs armés maliens et nigériens ont été vus descendant dans le Sahara à bord de camions de l'armée Toyota Salut-Lux utilisés par les rebelles libyens affiliés à Al-Qaïda [11]. Bien qu'il puisse être difficile de distinguer les véritables protagonistes de la violence dans le nord du Mali, la résurgence de leur activité s'est grandement intensifiée en raison de leur accès aux mortiers, aux mitrailleuses, aux armes antichars et antiaériennes appartenant initialement au Groupe islamique combattant en Libye (GICL), une organisation radicale [12].

La présence d'un second groupe séparatiste dominé par les Touaregs, Ancar Dine, complique davantage la situation. Le mouvement cherche à imposer la charia dans tout le nord du Mali et est dirigé par Iyad Ag Ghaly, une personnalité salafiste éminente, soupçonnée d'avoir des liens avec une filiale d'AQMI d'Ayman al -Zawahiri, dirigée par son cousin Hama Ag Hamada [13]. Comme les séparatistes contrôlent désormais un tiers du Mali, une crise alimentaire est à venir dans la région du Sahel et du Sahara alors que près de 80 000 réfugiés demandent l'amnistie dans les pays voisins, dont l'Algérie, le Niger, la Mauritanie et le Burkina Faso [14]. Comme le groupe militant Ancar Dine semble réclamer le contrôle de régions attribuées auparavant au MNLA [15], leur avance pourrait avoir de plus grandes implications, pouvant déstabiliser la région de façon drastique.

Avec la possibilité accrue que des soulèvements généralisés comme ceux du printemps arabe surviennent dans la région du Sahel, un afflux de réfugiés mettra une pression

supplémentaire sur l'Algérie et le Niger. L'Algérie pourrait être déstabilisée davantage si la situation sécuritaire continue de se détériorer au Mali et la France pourrait se sentir obligée d'intervenir dans les affaires de ses anciennes colonies, comme on l'a vu malheureusement en Côte d'Ivoire. Il y a un parallèle entre la crise au Mali et les événements en cours au Nigeria, une nation aux prises avec les activités des insurgés islamiques séparatistes de Boko Haram au nord. Compte tenu de l'instabilité politique à Abuja, un coup d'État orchestré par des officiers de grades inférieurs contre le président nigérian Goodluck Jonathan basé sur le modèle malien ne serait pas impensable. Au moment où la Banque mondiale et la Banque africaine de développement suspendent toute aide au Mali, une certaine forme d'intervention militaire est concevable si les appels du Conseil de sécurité pour le « rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel et du gouvernement démocratiquement élu » ne sont pas respectés [16].

Alors que les voisins du Mali menacent de recourir à des sanctions et à la force militaire pour renverser l'actuel Comité pour la réinstauration de la démocratie et la restauration de l'État (CNRDR) dirigée par le capitaine Amadou Sanogo [17], la junte a dévoilé une nouvelle constitution garantissant la liberté de parole, de pensée et de mouvement [18]. Sanogo a promis de ne pas s'accrocher au pouvoir et de mettre en place des élections démocratiques lorsque l'insurrection touareg sera maîtrisée. Ceux qui ont pris part au coup d'État ne pourraient pas participer aux élections [19]. L'afflux d'armes découlant du changement de régime de l'OTAN en Libye a créé de nouvelles perspectives désastreuses favorisant une guerre civile au Mali, où les parties seraient lourdement armées. Il reste à voir comment le bloc de l'OTAN réagira si le CNRDR refuse les appels à démissionner et s'engage dans un interminable conflit avec les séparatistes islamistes. Comme l'armée américaine s'oppose à l'Armée de résistance du Seigneur en étendant sa présence militaire par le biais d'AFRICOM en République démocratique du Congo, l'aggravation de la situation au Mali et au Nigeria fournit une justification supplémentaire pour l'intervention étrangère et l'exploitation de la guerre.

Article original en anglais :

WASHINGTON'S POLITICAL DESTABILIZATION AGENDA IN AFRICA: Separatist War Looms in Post-coup Mali
– by Nile Bowie – 2012-03-31

Traduction : Julie Lévesque pour Mondialisation.ca

Notes

[1] Mali: des milliers de manifestants soutiennent la junte, comprise en vue, AFP March 28, 2012

[2] Leader of Mali military coup trained in U.S., Washington Post, March 25, 2012

[3] US calls for Mali coup leaders to step down, CNN March 30, 2012

[4] Ibid

[5] Human Development Indices, United Nations Development Programme, 2008

[6] Mali coup: African Spring Russia Today March 29, 2012

[7] Côte d'Ivoire: Ouattara Forces Kill, Rape Civilians During Offensive, Human Rights Watch, April 9, 2011

[8] Tuareg rebels force Mali army out of North, World News Australia, March 31, 2012

[9] Mali's mutineers maintain unusual tradition of tolerance and turbulence, The Guardian, March 22, 2012

[10] Arab Spring Bleeds Deeper into Africa, Asia Times March 24, 2012

[11] Ibid

[12] Qaddafi's Weapons, Taken by Old Allies, Reinvigorate an Insurgent Army in Mali The New York Times, February 5, 2012

[13] Islamist fighters call for Sharia law in Mali, AFP, March 13, 2012

[14] Les rebelles touaregs contrôlent un tiers du Mali, Libération, March 13, 2012

[15] Armed Islamist group claims control in northeast Mali AFP, March 20, 2012

[16] Mali coup: World commends mutineers, BBC, March 23, 2012

[17] Mali neighbors threaten to reverse coup, Reuters, March 27, 2012

[18] Mali coup: West African leaders abandon visit, BBC, March 29, 2012

[19] New Mali leaders reveal constitution, Russia Today March 23, 2012

Nile Bowie est un auteur indépendant et photojournaliste vivant à Kuala Lumpur, en Malaisie, il contribue régulièrement au site de Tony Cartalucci, Land Destroyer Report, et à celui du professeur Michel Chossudovsky, Global Research. Twitter: @ NileBowie

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Nile Bowie, Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : Nile Bowie

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca